



Déclaration Liminaire CSAL du 22/03/2024

Monsieur le Président,

Les dernières annonces du Ministre Bruno Lemaire tombent comme un couperet ! Après le « quoi qu'il en coûte », au regard des politiques menées par les gouvernements Macron successifs, il n'y avait aucun doute sur qui devrait payer la facture... ; les salariés, les fonctionnaires, les privés d'emplois, en résumé la population et non les entreprises grandes bénéficiaires des aides et baisses de charges diverses et variées.

Alors que la crise sanitaire a démontré, si besoin en était, l'impérieuse nécessité des services publics, alors que l'école et la santé sont des piliers de notre société, là encore quoi attendre d'autre de ce gouvernement que de sabrer leurs budgets ... à nouveau !

Alors que la pauvreté augmente dans notre pays, que le pouvoir d'achat baisse suite à une inflation historique des prix, qu'attendre d'autre de ce gouvernement que de ne prendre aucune mesure pour les gens qui, pour lui, ne sont rien, les illetrés, les sans-emplois qui n'ont qu'à traverser la rue ...

Alors que les idées d'extrême droite progressent dans notre pays, ce gouvernement fait le choix, plutôt que de les combattre, de prôner les mêmes idées dans une loi asile et immigration !

Pour la CGT, rien de bon n'est à espérer de ces politiques menées contre la population ! La CGT porte des revendications pour une autre société, juste, sociale, solidaire et respectueuse de la planète.

A la DGFIP se sont les mêmes politiques qui sont à l'œuvre. Les dernières annonces de coupes budgétaires dans notre administration sont juste scandaleuses au regard de tout ce que les agents ont déjà subi. Les services sont déjà exsangues au prétexte entre autres que notre administration se doit d'être exemplaire en termes d'austérité !

20 ans ! 20 ans que la DGFIP va de réformes en réformes au détriment des personnels et des usagers.

La dernière réforme du nouveau réseau de proximité a purement et simplement réduit de 50 % le réseau des services de pleine compétence. À ce titre la CGT Finances Publiques affirme que nos services et leurs agents ont plus que largement payé leur part d'économies et de coupes budgétaires, notamment en termes d'immobilier. Il n'est pas envisageable qu'après avoir supprimé des sites on supprime les bureaux des agents par du flex-office dont personne ne veut.

20 ans de réformes qui donnent le ton des résultats des derniers observatoires internes et du dernier sondage IPSOS. Les agent.es subissent trop de changements, trop rapides, perdent le sens du travail, ne croient pas en une amélioration de leurs conditions de vie au travail, ne croient plus en leur administration.

20 ans de suppressions d'emplois à un niveau inégalé dans la fonction publique, comparables à un vrai plan social dans le privé.

20 ans de non revalorisation des régimes indemnitaires et autres primes de rendement induisant une perte de pouvoir d'achat de plus de 20 % !

20 ans, autrement dit de nombreux agents et agentes qui n'ont déroulé leur carrière que sous l'égide de l'austérité.

20 ans, et le refus du pont naturel du 10 mai devient symptomatique d'un mépris affiché !

Les agent.es des finances publiques, en tant que fonctionnaires, vivent dans le même temps les réformes et décisions imposées à la fonction publique, gel du point d'indice, réformes des mobilités, de leur droit à défense et de représentation.

Aujourd'hui les agent.es sont à bout de nerfs, d'épuisement, ils ont perdu confiance et n'attendent plus rien de la DGFIP et du gouvernement en place.

La CGT Finances Publiques 29 vous alerte, Monsieur le président sur les risques psychosociaux encourus depuis trop d'années par les personnels.

Pour terminer cette intervention, nous déplorons les conditions d'accueil de cette instance à la direction, la salle est trop petite et la CGT est toujours reléguée en bout de table, voir côté direction, si encore cela pouvait faire basculer les vote en la faveur des organisations syndicales !